

## Groupe de travail Gouvernance urbaine (FSP 2007 – 14, composante 3) mis en place par le ministère des Affaires étrangères et européennes

Appui aux politiques de réhabilitation et de valorisation des centres urbains anciens  
Réunion du 6 décembre 2007

**Christine MENGIN**

### **Quel apport possible de la recherche universitaire ? Quelques propositions**

La demande d'expertise concernant la mise en valeur, économiquement viable, des ressources patrimoniales vont croissant, et pas seulement en occident.

Les différentes interventions ont montré l'ampleur et la variété des opérations de réhabilitation menées par les organismes présents dans le cadre de centres urbains anciens : les savoir-faire sont avérés, les terrains multiples, les expériences riches d'enseignements. La diversité des approches, guidées par des impératifs de nature très différente, est également apparue clairement. Par rapport à ce foisonnement d'approche et d'expérience, des lacunes sont identifiables : le manque d'un vocabulaire commun, la capitalisation de ces expériences.

#### 1) L'inexistence d'un vocabulaire commun

Malgré des intérêts qui peuvent ponctuellement converger, les bailleurs de fonds et les organismes de protection du patrimoine ne parlent pas la même langue. Selon qu'on se situe d'un côté ou de l'autre, les mots n'ont pas le même sens. Prenons par exemple la notion de valeur : pour les uns, il s'agira de la valeur économique, commerciale, pour les autres, de la valeur historique, artistique, d'authenticité, de mémoire. Quant aux notions de valeur sociale ou de valeur culturelle, elles peuvent, à y bien regarder, ne recouvrir ni les mêmes réalités, ni les mêmes objectifs. De même, les notions d'investissement ou de temps ou de culture n'ont pas le même sens. Au total, même dans les cas de coopération entre la Banque mondiale et l'Unesco par exemple, les objectifs poursuivis ne se ressemblent qu'en apparence.

#### 2) L'absence de capitalisation des expériences

Il n'existe pas de vue d'ensemble de cette multiplicité d'expériences ; *a fortiori* pas de bilan critique. Certes, les consultants produisent des rapports ; quelques restitutions d'opération ont été publiées ; de nombreuses tables rondes ont été organisées, mais il s'agit d'un savoir fragmentaire, épars, confidentiel.

En réalité, sur le lien entre patrimoine et développement, il existe très peu de travaux de fond, de recherche prenant le temps de la réflexion, hors de toute contrainte de délai et de mesure des résultats. De même, une vision d'ensemble des expériences de réhabilitation/mise en valeur fait défaut.

#### 3) La nécessité de développer la recherche

Le développement de connaissances critiques et fondamentales sur le lien patrimoine et développement ne peut se faire qu'à deux conditions :

- la mobilisation de compétences plurielles : conservation/restauration, économie, histoire de l'architecture, urbanisme, géographie, spécialistes du tourisme, anthropologie, science politique, etc.
- l'intégration, dès la formulation des enjeux et des objectifs de la recherche, des questions des professionnels.

#### 4) Le Réseau « Patrimoine et développement »

Fort de ces constats, un réseau, intitulé « Patrimoine et développement », a été créé à l'Université de Paris 1 (Panthéon-Sorbonne). Son objectif est de développer la recherche fondamentale sur les questions de mise en valeur, en liaison avec les professionnels du secteur. Pluridisciplinaire, il regroupe des chercheurs de disciplines différentes, ainsi que des professionnels du patrimoine, du développement et du tourisme. Si, dans un premier temps, il a choisi de s'intéresser aux centres urbains anciens, il a vocation à traiter de la mise en valeur d'autres types de patrimoine, dans tout contexte de développement économique local, dans les pays du Sud comme dans les économies développées.

L'idée directrice du réseau est de voir comment la réhabilitation d'un patrimoine urbain fondée sur le respect de la qualité du bâti peut constituer un investissement financièrement viable, économiquement durable et socialement profitable. À terme, il ambitionne d'élaborer collectivement les critères de réussite d'une opération de réhabilitation.

Dans un premier temps, les collègues impliqués ont cherché à formuler, aussi clairement que possible, la démarche et les critères des économistes et des conservateurs aux prises avec le patrimoine urbain. À partir de cette élucidation mutuelle, le réseau a décidé d'approfondir un exemple, afin de créer des références communes, indispensables à la poursuite de la réflexion collective. Le choix s'est porté sur Porto-Novo, expérience exemplaire tant du point de vue des critères patrimoniaux qu'économiques. Un volume présentant ce travail sortira d'ici la fin de l'année<sup>1</sup>.

Le réseau ambitionne ensuite de travailler à une typologie de la réhabilitation de centres anciens, en faisant largement appel aux acteurs et analystes d'expériences qui permettent d'avoir un recul suffisant.

Parallèlement, il projette d'approfondir les différentes acceptions de la notion de valeur.

Il se propose aussi d'établir le recensement des travaux existants, y compris sous la forme de littérature grise.

À la fois club de réflexion et lieu de production, recherche fondamentale, le réseau vise l'animation d'un réseau doctoral informel, à géométrie variable, et la « fécondation » des formations concernées (à Paris 1 : valorisation touristique des sites culturels, archéologie, histoire de l'architecture, aménagement urbain...). Il est ouvert à tous les collègues et acteurs intéressés. Un groupe de travail commun avec le Gemdev est en projet.

En France, la dichotomie administration/recherche a tendance à disqualifier l'apport de la réflexion universitaire (réciproquement, l'Université tend à s'adresser à ses pairs). Dans d'autres pays, les travaux universitaires de référence exercent une influence réelle sur l'action d'organismes : c'est le cas à la Banque mondiale p. e.

---

<sup>1</sup> Christine MENGIN et Alain GODONOU (dir.), Le patrimoine de Porto-Novo : réhabilitation, développement, perspectives touristiques. Travaux du réseau « Patrimoine et développement », Paris/Porto-Novo, Publications de la Sorbonne/École du patrimoine africain, à paraître.